

*D*iversités et *C*itoyennetés

La Lettre de l'IRFAM

Institut de Recherche, Formation et Actions sur les Migrations

N° 16
IV/2008

MIGRATIONS ET SOLIDARITE AVEC LES PAYS D'ORIGINE

IRFAM-Secrétariat
17 Rue Agimont 4000 Liège - Belgique
T. 04-221 49 89 - F. 04-221 49 87
info@irfam.org - www.irfam.org



*NOUS AVONS LE PLAISIR DE VOUS
ANNONCER LA REOUVERTURE DE NOTRE
SITE WEB APRES UNE LARGE REVISION*

***VISITEZ
WWW.IRFAM.ORG***

Sommaire

- *Editorial ... « ON ROUVRE ! »*

- *DOSSIER*
 - « *MIGRATIONS ET SOLIDARITE AVEC LES PAYS D'ORIGINE* »
 - « *EUNOMAD* » : *un réseau européen ...*
Interview de Spyros Amoranitis, président du réseau
 - *Exemples de recherches et d'actions en Europe*
 - *Familles transnationales : problématiques et modes d'intervention des organismes de Montréal*

- *Echos des activités : la rencontre à Charleroi du Réseau des femmes africaines ...*

- *Publications de l'IRFAM*

- *Présentation du collectif « HARMONIQUES »*

Elle est désormais installée et émerge une seconde, voire une troisième génération partout en Europe.

- Bien que le niveau de qualification de cette immigration soit en général assez élevé, elle semble devoir utiliser des canaux non appropriés comme la demande d'asile, l'immigration clandestine, l'immigration estudiantine ou les regroupements familiaux. Les situations les plus problématiques se vivent dans les pays qui viennent de s'ouvrir à l'immigration étrangère.
- Toutefois, partout les migrants rencontrent discrimination, exclusion, exploitation et non-reconnaissance des qualifications et expériences. Le secteur le plus problématique est le secteur privé. Mais les migrants vivent également des difficultés d'adaptation et de valorisation de leurs compétences aux contextes sociaux et économiques des pays industrialisés.
- On constate, *a contrario*, dans certains cas que les compétences des migrants leur permettent d'accéder à des emplois qualifiés, dans le contexte d'économies ancrées aux marchés mondiaux.
- Il n'existe pas d'homogénéité dans les situations sociales des migrants à travers l'Europe. Les situations socio-économiques observées sont plus ou moins favorables en fonction du statut d'installation (de la citoyenneté à la clandestinité), de l'accès à l'emploi, de la reconnaissance et de la valorisation des compétences, de la santé de l'économie de la région d'installation, etc. Les femmes pouvant vivre des difficultés supplémentaires.
- *Enfin, la contribution de la diaspora au développement des régions d'origine est possible, mais elle dépend du niveau d'insertion générale en pays d'immigration. Par ailleurs, elle doit être accompagnée ; divers dispositifs sont possibles et examinés.*

On le constate, ces observations lient deux objectifs de plus en plus affirmés par des organisations internationales : *la gestion institutionnelle des politiques migratoires vers l'Europe*, d'une part, et *la participation des migrants aux actions de solidarité internationale*, d'autre part.

Un réseau européen ...

Le lien entre les migrations et le développement est envisagé depuis longtemps par de nombreuses organisations non gouvernementales européennes. A l'échelle du continent, L'IRFAM et ses partenaires sont ainsi à la base d'une fédération en ce domaine.

Cette entité internationale nommée EUNOMAD a pour but de développer un réseau d'organisations professionnelles qui oeuvrent en matière de contribution des migrants au développement. En particulier, l'objectif est *d'étudier et de propulser des recommandations politiques et des pratiques dans le domaine du développement social, économique, culturel et démocratique des pays d'origine, un développement qui se fonde sur une collaboration avec les migrants installés en Europe.*

Cette orientation nécessite, afin de développer une action positive, de concevoir une politique d'immigration respectueuse des droits humains et de l'équité entre les espaces pourvoyeurs et récepteurs de main-d'œuvre, de tendre, somme toute, vers des « migrations équitables » de façon à éviter les gaspillages, la clandestinité et l'exploitation, sous ses multiples formes !

Elle invite également à investiguer l'aspect interculturel des politiques migratoires ainsi que la question de la valorisation des compétences des migrants et ouvrir de vastes chantiers d'information, de sensibilisation et de formation de nombreux acteurs : les migrants, les institutions du pays d'origine et d'accueil, ainsi que les entreprises. Sans ces efforts importants, la nouvelle ère migratoire ne sera qu'une chasse de plus aux diplômés des pays en voie de développement accentuant le déséquilibre des échanges entre le Nord et le Sud de la planète ...

Si l'immigration est un phénomène universel, inévitable et potentiellement porteur d'enrichissement pour tous, des mécanismes d'équilibrage doivent être recherchés et testés afin d'installer des correcteurs entre les régions du Nord et les régions du Sud, comme de rendre plus efficace l'expression de la solidarité des migrants avec leur région d'origine.

Dans ce numéro ...

Nous avons le plaisir de vous proposer l'interview de Spyros Amoranitis, directeur de l'IRFAM et le président du réseau EUNOMAD.

Deux recherches et actions menées par nos partenaires en Tchéquie et en Suisse vous sont brièvement présentées ainsi qu'une étude réalisée au Québec sur le rôle des familles transnationales dans le développement.

Notre « focus » est consacré à un séminaire de sensibilisation organisé par le réseau des femmes africaines de Belgique sur le thème des violences et de leur prévention.

Dossier

MIGRATIONS ET SOLIDARITE AVEC LES PAYS D'ORIGINE

« EUNOMAD » : un réseau européen ...

Interview de Spyros Amoranitis, président du réseau

- Monsieur Amoranitis, pouvez-vous nous expliquer quel est ce réseau ?

EUNOMAD pour « *EUropean Network On Migration And Developpement* » est une association internationale d'organisations européennes engagées dans des actions de développement en lien avec les migrations qui s'est donnée comme objectifs principaux de :

- élaborer des recommandations à l'égard des décideurs à divers niveaux de pouvoir, allant du local au global ;
- mener toute action favorisant le développement social, économique, culturel et politique dans les pays d'origine, en collaboration avec les migrants installés en Europe ;
- soutenir, accompagner, former, sensibiliser, informer les migrants et leurs collectivités oeuvrant pour un développement partagé, dans les pays d'origine et d'accueil et ainsi dynamiser l'interaction entre décideurs et migrants en cette matière.

- Qui sont les partenaires ?

Treize associations dans dix pays différents : France, Belgique, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Allemagne, Espagne, Italie, Pologne, Portugal et République tchèque. ~~Mais~~ Deux autres pays sont d'ores et déjà associés à nos travaux : Luxembourg et Suisse. Des collaborations sont prévues avec des organisations internationales également.

- Pouvez-vous préciser votre conception du développement ?

Certainement. Pour nous, le développement, c'est l'action de se déployer, de croître, de se transformer, de progresser dans un sens souhaité ou planifié, de prendre un essor qualitatif et quantitatif vers plus d'aisance, de bien-être et d'épanouissement. Le terme renvoie vers des significations thématiques : on parle de développement économique, social, culturel ... Ce processus qui s'enracine dans un territoire pertinent, doit y fédérer et organiser un réseau d'acteurs fonctionnant de manière intégrée et transparente vers une la finalité collective décidée démocratiquement. De plus, cette innovation doit pouvoir s'inscrire dans la durée et donc être soutenable par les communautés concernées sur le long terme. Les caractéristiques principales d'une telle démarche sont, par exemple, l'approche globale, intégrée, systémique et transversale ; la transparence ; l'approche professionnelle ; la participation citoyenne ; l'approche partenariale ; l'intégrité écologique ; l'équité, etc.



- **Votre réseau souhaite donc sensibiliser et aider les migrants dans des domaines tels que la « solidarité internationale », la « coopération au développement » et le « co-développement ». Pouvez-vous nous préciser de quoi s'agit-il ?**

Bien entendu : la *solidarité internationale* est un ensemble de relations d'entraide liant des collectivités situées dans des pays différents. Toute action de solidarité ne vise pas le développement, l'aide d'urgence, par exemple. Les pays concernés peuvent être d'un degré de développement équivalent. Le terme est général et concerne tout type d'initiatives collectives, publiques ou non. La *coopération au développement* est, en revanche, un ensemble de politiques et de pratiques des pays industrialisés visant à aider d'un point de vue économique, culturel, technique ou financier les pays moins avancés, en vue de soutenir leurs efforts de développement.



A l'origine inter-étatique, la coopération est aujourd'hui largement décentralisée et ouverte aux collectivités locales et au tissu associatif. Dans ce nouveau cadre, les migrants sont à même de jouer un rôle important. En ce faisant les chantres d'une « citoyenneté transnationale et solidaire », ils peuvent, en s'appuyant sur les compétences interculturelles acquises lors de leurs trajectoires migratoires, aider au rapprochement des peuples par l'instauration de dialogues et d'échanges, amener un développement dans leur région d'origine via des transferts culturels, matériels et financiers, susciter une sensibilité dans le pays d'accueil par rapport à leur pays d'origine, soulever des questionnements nouveaux sur le développement, sur les relations internationales, etc. La prise de conscience de leur participation active et novatrice a engendré une nouvelle vision des relations de coopération : le « *co-développement* ». Actant de l'interdépendance entre le Nord et le Sud, elle promeut la multiplication de liens entre les migrants, l'ensemble des citoyens, les gouvernements et des instances privées et ce, afin d'accroître le bien être tant de leurs communautés d'origine que des habitants des communes et régions où ils sont installés. Le co-développement est un développement partagé, un développement en coopération, en quelque sorte.



- **Quels sont les axes principaux du « co-développement » ?**

Il renvoie aux partenariats, essentiels pour des échanges équilibrés et encourage la coopération internationale entre collectivités locales, entreprises et groupements, parmi lesquels des associations de citoyens migrants ou non et des organisations professionnelles. Le co-développement concerne tant l'économique que le culturel et le social, et par conséquent, le politique ; il offre une gamme de projets, allant de petites initiatives familiales à des réalisations plus ambitieuses. On parle des capacités économiques (comme la création d'entreprises ou les transferts de fonds), des capacités sociales (la citoyenneté participative dans les espaces d'origine et d'accueil) et des capacités politiques : développement d'instruments d'éducation à la citoyenneté, au développement durable et aux migrations équitables, mais aussi des outils de gestion comme des agences de migrations, etc.

Ces initiatives rendent possible une prospérité et peuvent s'avérer utiles pour endiguer des tendances migratoires inappropriées. Toutefois, on constate que les migrants et les institutions requièrent parfois un soutien et un accompagnement pour être en mesure de jouer pleinement leur rôle.

- Quels sont les objectifs d'EUNOMAD ?

EUNOMAD ambitionne de renforcer les compétences des associations et des organisations engagées dans des actions de développement en lien avec les migrations ainsi que leur concertation, favoriser l'identification et la diffusion des meilleures pratiques de co-développement et raffermir le dialogue entre associations et institutions dans ce champ, à travers l'Europe ...

- Que prévoyez-vous comme activités à court et moyen terme ?

Nous allons, pour commencer, organiser plusieurs conférences à Bruxelles pour les membres du réseau afin de consolider la jeune structure. Dans chaque pays membre, il s'agira ensuite d'animer une plate-forme qui fédérera les acteurs pertinents en matière de migrations et développement. Un élargissement vers d'autres pays est également prévu, ce qui nécessite une prospection.

A moyen terme, nous capitaliserons et valoriserons les meilleures pratiques de co-développement par divers types de publications. Enfin, nous attendons un renforcement du dialogue avec les institutions internationales et les autres plateformes européennes proche de notre objet.

- Merci !



EXEMPLES DE RECHERCHES ET D' ACTIONS EN EUROPE

Nous proposons quelques exemples d'initiatives en cours, alimentant le réseau EUNOMAD ...

Si vous développez aussi des actions dans le domaine des migrations et du développement, nous serons très heureux de connaître vos pratiques afin d'envisager des échanges et des collaborations. N'hésitez pas à nous communiquer vos coordonnées et un résumé de votre travail à l'adresse :

amanco@irfam.org

à l'intention d'Altay Manço, directeur scientifique de l'IRFAM.

Les immigrés d'Afrique subsaharienne en Suisse : quelle participation au co-développement ?

Projet mené par :

*Gakuba Théogène-Octave et ses collègues
Haute Ecole Sociale de la Suisse Occidentale (HESSO)*

Résumé

L'émigration des ressortissants d'Afrique subsaharienne en Europe fait aujourd'hui couler beaucoup d'encre dans les médias et reste la préoccupation de principaux pays européens, y compris la Suisse. Cet afflux massif d'africains vers l'Europe et plus particulièrement des jeunes est la conséquence de la situation politique et socio-économique qui ne cesse de se dégrader dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne. Les guerres civiles et la pauvreté font encore des ravages dans cette partie de l'Afrique. Elles poussent un certain nombre de personnes en dehors de leurs pays d'origine qui espèrent des jours meilleurs. Ces dernières se trouvent cependant confrontées aux problèmes d'insertion socioprofessionnelle et de précarité de séjour dans les pays d'accueil. Cette recherche montrera comment une meilleure insertion professionnelle des migrants d'Afrique subsaharienne en Suisse peut non seulement favoriser leur intégration dans le pays d'accueil, mais aussi contribuer au développement de leurs pays d'origine. Nous analyserons ainsi les initiatives de co-développement du REFORMAF (Réseau de Formation et de Recherche sur les Migrations Africaines).

Migrants africains en République tchèque : identités, projets migratoires et insertion

*Projet mené par :
Andrea Gerstnerova et Marketa Seidlova
Université Charles, Prague*

Objectifs

Ce projet se concrétise par une enquête visant à identifier les caractéristiques des migrants africains subsahariens disposant d'une qualification et vivant à Prague. Quelques constats ont alimenté la réflexion de départ. Ainsi, à titre d'exemple, le fait que les demandeurs d'asile privés de tout accès sur le marché au travail perdent peu à peu leurs aptitudes professionnelles et leur estime de soi. Pour ceux qui peuvent s'y présenter, les opportunités dépendent considérablement de la durée et de la nature de leur séjour. S'ils sont arrivés en République tchèque pour y suivre des études dans les filières informatiques, les possibilités de décrocher un emploi sont nombreuses. En effet, ils sont recherchés par de nombreux employeurs et organisations internationales car, outre leurs connaissances techniques, ils disposent grâce à leur maîtrise du français et de l'anglais, de compétences linguistiques exceptionnelles pour la Tchéquie.

Les résultats de ce travail de recherche recoupés avec ceux de projets comparables réalisés dans d'autres pays de l'Union Européenne permettront, à terme, d'élaborer un modèle de politique d'intégration pour ce groupe spécifique d'immigrants. Ils contribueront à apporter des réponses dans les domaines de la prévention générale, de la lutte contre la précarisation et de l'exclusion et susciter, au-delà des caractéristiques socioculturelles qui différencient les citoyens, des processus de participation sociale et de développement équitable.



Méthodes

Il s'agit d'une première approche de cette population migrante dans la capitale tchèque. Une centaine d'entrevues ont été réalisées en 2006 et 2007 en République tchèque auprès des migrants et d'acteurs des politiques d'intégration. Elles ont permis notamment d'identifier des « bonnes pratiques » qui encouragent la créativité et inspirent un dialogue parmi les cultures. Les modèles de politique d'intégration identifiés pour ce groupe spécifique de migrants peuvent inspirer des politiques sociales plus étendues en République tchèque.

Cette recherche est menée dans le cadre du projet : Elaboration of a Model of Local Integration policy towards African Immigrants, Prague : Grant Agency of the Academy of Sciences of the Czech Republic. Identification code KJB901110803. 1.1. 2008- 31.12. 2008.

Animation et renforcement de la plateforme belge « Migrations et développement » : identification et analyse d'actions pertinentes

Les deux membres belges d'EUNOMAD, IRFAM et TRANSFAIRES proposent une contribution intégrée

En fonction des partenariats locaux, la plateforme belge sera organisée en trois étapes :

1. Création et animation d'un groupe local d'acteurs témoins à Liège (démarrage octobre 2008)
2. Appui méthodologique et analyse des pratiques d'un groupe de porteurs de projets de Wallonie soutenus pour leurs initiatives (démarrage novembre 2008)
3. Animation de la plateforme belge de « Migrations et développement » avec les premiers partenaires locaux et la participation d'acteurs sélectionnés des autres régions du pays (décembre 2008-novembre 2010)

Création et animation d'un groupe local à Liège

Dès octobre 2008 s'est créé à Liège un « Groupe témoin d'acteurs de co-développement et d'intégration » sous l'égide de TRANSFAIRES.

Cette initiative concerne tous les migrants à titre individuel ou collectif s'ils sont rassemblés dans une association et ce, quels que soient leurs origines et leurs statuts - primo-arrivant(e)s, réfugiés reconnus, demandeurs d'asile, immigrés disposant d'un droit de séjour récent ou non - avec une attention particulière aux femmes migrantes et aux personnes précarisées

Cofinancée par la Région wallonne dans le cadre de l'appel à projet « Intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère et co-développement » elle réunit des associations inscrites dans une démarche de co-développement. Des responsables de la ville de Liège, du Centre Régional d'Intégration, de la Province de Liège et de la Région wallonne ainsi que des universitaires y sont également conviés.

Elle a pour objectifs d'identifier et réunir les acteurs du milieu associatif liégeois et/ou individuels intéressés et/ou impliqués dans des actions de co-développement, de connaître et partager les pratiques tant individuelles que collectives et de créer un espace de débat, de sensibilisation et de partage des expériences et pratiques de co-développement. A cette fin, elle mène les activités suivantes :

- Création et consolidation d'un groupe témoin de 10 à 20 personnes-ressources pour l'élaboration de la méthode d'identification des acteurs associatifs et/ou individuels de co-développement ;
- Création d'un répertoire d'autres acteurs pertinents ;
- Création d'un document décrivant les pratiques locales de co-développement ;
- Production d'une analyse collective sur ces pratiques ;
- Analyse de la littérature sur le sujet et notamment des productions associatives locales ;
- Proposition d'une définition du co-développement, d'une identification des problématiques et besoins du secteur ;
- Préparation et organisation d'une journée de réflexion pour présenter et valider ce travail devant un public liégeois plus large ;
- Préparation et organisation d'une « bourse aux projets et aux partenariats » dans notre matière à Liège ;
- Création et consolidation de liens avec des institutions ad hoc ;
- Recherche de pérennisation du groupe au-delà de mars 2009 ;
- Constitution d'une délégation pour la Plateforme belge et le Réseau EUNOMAD qui continuera ses travaux au-delà de mars 2009 ;
- Publication locale des travaux.

Recherche avec les porteurs de projets de Wallonie

Depuis novembre 2008, l'équipe de l'IRFAM est chargée d'une recherche sur une vingtaine d'associations de migrants porteuses de projets de co-développement sélectionnés et soutenus par la Région wallonne. Elle les rencontre et analyse leurs actions avec leur collaboration. Afin de compléter et éclairer les données ainsi recueillies, des travailleurs sociaux et des responsables d'organismes chargés des questions liées à l'intégration des migrants et à la solidarité internationale sont également interviewés. Les résultats attendus permettront, notamment :

- Un recensement des acteurs wallons réellement impliqués dans des actions concrètes d'intégration et de co-développement.
- Une définition plus explicite du concept à travers l'étude de leurs actions, ainsi qu'une réflexion quant aux critères d'appréciation et d'évaluation des projets menés en matière de co-développement.
- Le développement d'outils d'information et de méthodologies adaptés à leurs besoins.
- Le développement d'outils d'informations également pour intervenants sociaux de Wallonie travaillant avec des associations de migrants.
- Une plus grande interconnaissance entre associations.
- Une plus grande coopération entre associations de migrants et administrations ou structures wallonnes (dont les Centres Régionaux d'Intégration, les médias, etc.).
- Un travail de valorisation et de reconnaissance des compétences et des ressources des personnes issues de l'immigration à travers dialogues et rencontres autour des réalisations pour l'intégration et le co-développement.
- Une visibilité des actions entreprises.
- La production de recommandations à l'endroit des associations et des administrations.

Notons enfin que recherche est complémentaire à l'action entreprise à Liège via le « Groupe témoin d'acteurs de co-développement et d'intégration ». Toutes deux visent à une meilleure connaissance des pratiques en co-développement et des organismes qui directement ou indirectement s'y inscrivent. Par contre, l'une est régionale et concerne exclusivement les associations de migrants qui réalisent des projets de co-développement tandis que l'autre est locale et ouverte à des participants issus d'horizons divers.

La Plate-forme belge à proprement parler.

La plate-forme belge de « Migrations et développement » sera constituée et animée par des associations tant francophones que flamandes fortement engagées dans le co-développement. Elle veillera à impliquer selon des modalités adaptées aux intérêts et possibilités de chacun, tous les autres acteurs sensibilisés, intéressés et impliqués d'une façon ou d'une autre par cette nouvelle approche de solidarité internationale : groupes de migrants, ONG de développement, chercheur, entrepreneurs, représentants des administrations, élus etc.

FAMILLES TRANSNATIONALES : PROBLEMATIQUES ET MODES D'INTERVENTION DES ORGANISMES DE MONTREAL (QUEBEC)

Nourredine Belhocine

Cette contribution se rapporte au phénomène des familles immigrantes transnationales, non pas comme objet d'étude ou d'observation, comme elles peuvent l'être pour les sociologues, les psychologues, les anthropologues ou autres spécialistes des questions familiales ou d'immigration, mais comme un acteur qui interroge les modalités et les stratégies d'intervention des ONG oeuvrant auprès des immigrants. C'est donc à titre d'intervenant auprès de ces familles que je vais présenter l'expérience que possède mon organisme.

La Maison Internationale de la Rive-Sud de Montréal est un organisme à but non lucratif, fondé il y a plus de 30 ans et qui est au service des immigrants. L'organisme offre des services d'accueil, d'aide à l'établissement et favorise l'intégration des immigrants sans distinction aucune. Il est partenaire du Ministère de l'Immigration du Québec, et de plusieurs autres paliers gouvernementaux provinciaux ou fédéraux. Il s'associe également aux organisations communautaires qui forment le tissu associatif du milieu autour de projets intéressant les immigrants en général.

La MIRS est située à Brossard, une ville d'environ 62 000 habitants. La population immigrante représente environ 40 % et provient essentiellement de l'Asie (Chine, Afghanistan, Pakistan) d'Amérique latine (Chili, Colombie) du Moyen Orient (Liban, Égypte, Syrie, Irak) du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie) d'Europe de l'Est (Roumanie). Cependant, L'organisme intervient sur l'ensemble du territoire de la Rive-Sud.

1. ESSAI DE TYPOLOGIE DES FAMILLES TRANSNATIONALES

Cet essai est fondé sur notre connaissance de la réalité familiale où apparaissent différentes configurations. La tentative est sans prétention de généralisation. En termes d'intervention, il est opportun d'analyser les différentes configurations familiales existantes et les problématiques induites avant de définir ou de mettre en place des stratégies en vue de leur offrir soutien et accompagnement. C'est la phase diagnostic qui précède toujours un plan d'intervention.

On pourrait regrouper les différentes configurations familiales observées à Brossard à l'intérieur de deux grandes catégories principales de familles transnationales. Quelle que soit la configuration des familles, celles-ci passent inévitablement par une étape de désintégration suite à la migration, ne serait-ce que par rapport aux autres membres non-émigrants de la famille. Le processus de séparation-réunification peut dépendre des stratégies individuelles, des politiques d'immigration mises en œuvre par les pays d'accueil, de la situation économique et politique des pays d'origine, de l'état des relations interpersonnelles au sein de la famille et enfin, des ressources économiques des familles. Et cela suppose un temps parfois long.

1.1. Les familles nucléaires transnationales incomplètes ou démembrées :

Cette catégorie fait référence aux familles dont un ou plusieurs membres vivent ailleurs, soit dans le pays d'origine, soit dans un tiers pays. Il peut s'agir :

- Père absent (resté au pays, vivant dans un autre pays, retourné au pays)
- Mère absente (demeurée au pays ou retournée au pays)
- Enfants seuls (généralement majeurs) dont les parents sont retournés au pays d'origine
- Parents seuls (enfants demeurés au pays ou retournés au pays)
- Père seul (épouse et enfants au pays)
- Mère seule (époux et enfants au pays)

1.2. Les familles élargies transnationales :

Les familles transnationales élargies sont appréhendées ici comme des familles composées de 3 générations. Ces familles peuvent vivre sous le même toit ou non. Il peut s'agir :

- Grands-parents, parents et enfants vivant sous le même toit
- Un des grands-parents, les parents et petits-enfants
- Parents avec frères et sœurs

2. LES PROBLEMATIQUES INDUITES PAR LA DISPERSION OU LA REUNIFICATION

Des problèmes induits par les différentes configurations familiales sont observés sur le terrain. La dispersion familiale, par exemple, résulte de l'acte migratoire. Qu'elle soit choisie ou subie, celle-ci constitue une rupture violente, une déconstruction de la cellule familiale avec ce qu'elle comporte, en plus de la charge émotive que subissent ses membres. Quant à la réunification familiale, celle-ci ne produit pas toujours les effets escomptés et entraîne quelques fois de nouveaux problèmes, comme le divorce, la séparation, l'exil pour d'autres provinces ou d'autres villes. Nous allons tenter d'identifier les problèmes les plus récurrents qui surgissent dans ces familles.

2.1. La dispersion

La famille transnationale est toujours affectée par le processus migratoire. La dispersion qui en découle affecte à des degrés divers l'ensemble de ses membres ainsi que la dynamique familiale elle-même.

- Impact de la séparation entre parents et enfants (deuil, sentiment de culpabilité)
- Faible performance scolaire des enfants (en raison des conditions psychologiques, du niveau de scolarisation des parents, des conditions économiques, des différences entre les systèmes scolaires, etc.)
- Délinquance (due quelques fois à l'absence d'un des parents)
- Instabilité continue
- Coûts émotionnels importants (particulièrement pour les aînés qui laissent derrière eux toute une vie)
- Coûts économiques élevés et précarisation sociale (en raison de la redistribution familiale du revenu : voyages, support des grands-parents, frères et sœurs, enfants, conjoints, restés au pays¹, etc.)

2.2. La vie familiale

La réunification familiale, comme la dispersion, induit elle aussi de nouvelles problématiques, particulièrement lorsqu'elle intervient après une longue période de dispersion. Ces nouvelles problématiques s'ajoutent aux difficultés que vivent toutes les familles immigrantes et représentent par conséquent une complexité supplémentaire dans le vécu des familles transnationales.

- Conflits intergénérationnels et décalage culturel entre les trois générations
- Violence parents/enfants
- Violence conjugale
- Difficile adaptation des aînés à la vie d'ici
- Redéfinition des rôles sexuels, des valeurs familiales et des fonctions familiales
- Redistribution de l'autorité et du pouvoir au sein des familles élargies²
- Séparation potentielle
- Problème des adolescents
- L'isolement des personnes âgées dans la famille³

¹ En particulier l'obligation morale d'aider par tous les moyens possibles les membres de la famille restés au pays d'origine est un élément important dans la vie des familles transnationales.

² En effet, les aînés perdent leur autorité morale, spirituelle et financière. Les enfants adoptent un comportement familial de type famille nucléaire à l'image de la société d'accueil et la belle-fille détient parfois plus de pouvoir à la maison que la belle-mère. Cette remise en question du schéma traditionnel peut conduire dans certains cas à de la violence extrême.

³ Manque de communication avec les petits-enfants à cause de la langue : les enfants ne parlent pas toujours la langue vernaculaire et les grands-parents ne parlent souvent ni français ni anglais.

2.3. Le milieu de vie

L'immigration provoque non seulement la dispersion géographique du noyau familial, mais aussi la dislocation des réseaux sociaux, et cela est d'autant plus vrai dans le cas des grands-parents venus retrouver leur famille ou des parents arrivés à un âge relativement avancé. À ceci, il faut ajouter la distance culturelle dans certains cas entre le Québec et le pays d'origine, la perte du prestige, ainsi que le choc climatique.

Cette situation, si elle est combinée au chômage conduit à un déficit dans la vie sociale. Le réflexe naturel chez la plupart des personnes immigrantes et particulièrement chez les familles transnationales, est de développer des stratégies alternatives pour combattre l'isolement dont elles souffrent. Ces stratégies consistent souvent à se rabattre sur la communauté. Ces stratégies représentent une alternative à la perte des repères traditionnels et des réseaux de socialisation et de solidarité qui transcendent la stricte famille et offrent quelques fois une compensation minimale à ces familles. En revanche, elles contribuent à développer chez elles un réflexe communautaire exacerbé susceptible de les enfermer dans une logique communautaire (reproduction à l'identique des comportements de la société d'origine) pouvant être dommageable dans une perspective d'intégration.

2.4. L'accès aux services et ressources

Il est connu que les immigrants en général recourent peu aux services sociaux et de santé pour des raisons objectives, mais aussi de différence culturelle dans la conception ou du moins dans la perception des ressources pour la prise en charge des personnes. Dans le cas des familles transnationales qui vivent des situations atypiques complexes, l'efficacité des services sociaux et de santé est discutable pour des raisons liées à la fois aux modes d'accès et de fonctionnement des services et à leur difficulté à gérer des différences culturelles dans son interaction avec les clientèles ethnoculturelles.

Nous avons établi que les familles transnationales vivent des situations complexes et atypiques induites aussi bien par la dispersion que par la réunification, et pour lesquelles les services sociaux sont peu préparés. Il en découle une faible fréquentation de ces services par ces familles et un transfert de l'intervention vers le réseau des associations ou communautaire. Il arrive aussi que ces familles ne reçoivent aucun support.

3. STRATEGIES ET LIMITES DES INTERVENTIONS

Que peuvent ou doivent faire les ONG ou associations dans le contexte des familles transnationales, sachant que les programmes et politiques d'intervention publique sont conçus d'un point de vue ethnocentrique dont le modèle dominant est celui de la famille nucléaire réunie ? Face à cette situation, les ONG doivent prendre en considération la réalité des familles transnationales et faire l'effort d'adapter leurs services dans la perspective de leur offrir des prestations adéquates. La prise en compte de cette réalité grandissante doit se traduire par la formulation d'une vision, une redéfinition de la mission, la définition d'une stratégie et bien sûr la mise en œuvre de modes opératoires adéquats, et tout cela, dans un contexte de rareté de ressources. En d'autres termes, il s'agit pour les ONG de modifier leurs façons de faire si elles désirent répondre à une nouvelle demande sociale, en émergence, en offrant particulièrement de la formation aux employés et par l'adoption d'une gestion par projet.

La MIRS, à l'instar des autres ONG, est confrontée à cette réalité dans son travail d'intervention auprès de la clientèle des familles transnationales : comment s'y manifeste cette nouvelle réalité ?

3.1. Le cas des réfugiés

Ces familles subissent la dispersion le plus souvent avant même d'arriver au Canada. Originaires de zones conflictuelles, elles se séparent et se délocalisent en fonction des aléas de la conjoncture et des possibilités offertes. Parrainées par le gouvernement, elles arrivent fortement ébranlées et démembrées. Très souvent, leurs membres sont éparpillés à travers le monde dans des camps de réfugiés et n'ont pas la possibilité de se regrouper. Une fois installées au Canada, commence alors le processus de réunification qui peut s'avérer long et fastidieux, par le biais du parrainage familial. Face à cette situation, La MIRS, en tant que partenaire du gouvernement dans l'accueil et l'aide à l'établissement de ces familles, offre non seulement les services d'urgence à l'arrivée, mais aussi un accompagnement intense qui peut durer des années. Il peut s'agir de les soutenir dans le processus de réunification, de leur offrir des cours de francisation à temps plein dans nos propres locaux pour s'assurer de la proximité des autres services, de soutien à la recherche d'emploi, qui est souvent très problématique, d'activités de socialisation et de découverte de leur nouvelle société, etc. Malgré la diversité de nos services, notre intervention est loin de suffire, compte tenu de la complexité des situations : détresse psychologique liée au processus migratoire, à la séparation des

Echos des activités :

La rencontre à Charleroi du Réseau des femmes africaines

« Parcours de Femmes d'Afrique en Europe »
Tables de discussion tenues le 15 novembre 2008 à Marchienne-au-Pont (Charleroi)
et organisées par le Réseau des Femmes Africaines (AVN)

Reportage et photographies d'Andrea Gerstnerova pour l'IRFAM

Le samedi 15 novembre 2008, à Marchienne-au-Pont, près de Charleroi, deux Tables de discussion ont été organisées avec pour thème « Parcours des femmes africaines en Europe ». Cette rencontre axée sur la femme, la famille et la santé a réuni près de 50 personnes et s'est particulièrement focalisée sur la problématique des violences dont les femmes migrantes sont victimes. Elle avait comme objectifs principaux de :

- Sensibiliser sur les parcours de vie et les violences subies par les femmes.
- Montrer que les violences ne sont pas des fatalités : il existe des ressources.
- Permettre la rencontre de personnes qui ont des pistes à partager.

Cette journée était à placer dans le cadre du projet « Réseau des femmes africaines » (*« Afrikanse Vrouwen Netwerk »*) soutenu par la Fondation Roi Baudouin et animé par Afribel et ses partenaires : Service de médiation interculturelle de la Ville de Charleroi, IRFAM, Santé et Diversité, L'Afrique en livres, Fedasil, GIRB, la Plateforme contre la violence conjugale de Charleroi, le Foyer familial, l'Union des femmes africaines, le Forum des artistes africains, le Centre d'appui, de recherche et de documentation, le Centre Régional d'Intégration Foyer-Bruxelles.

Ces acteurs ont souhaité sensibiliser l'opinion publique au sujet des difficultés que les femmes migrantes, en général, et les femmes africaines, en particulier, rencontrent en Belgique dans leur processus d'intégration. L'initiative fait partie d'une suite de rencontres dans différentes villes du Royaume et a permis de toucher des autorités locales, des membres d'institutions, des acteurs professionnels et des citoyens de toute origine venus expliquer et échanger leurs visions et actions en diverses matières. Les sujets relevés par le Réseau des Femmes Africaines, outre les violences faites aux femmes, concernent l'emploi et la formation, ainsi que l'expression artistique. Lors de ces événements, différentes organisations actives sur le terrain sont également associées au débat afin de chercher ensemble des solutions aux problèmes et difficultés auxquels les femmes migrantes sont confrontées.

Cette journée a été introduite par l'Echevinat de la population et de l'État civil. La représentante de l'Echevine (N. Daspremont) s'est montrée prête à recevoir les suggestions pour améliorer le travail d'accueil des immigrants et pour faciliter leur intégration.



Deux témoignages ont permis à la journée de réflexion de démarrer vraiment. Ainsi, Maryam Sow de L'Afrique en Livres et Ester (ancienne résidente du Foyer familial) ont développé leurs parcours personnels et professionnels entre l'Afrique et l'Europe. Leurs témoignages soulignent le caractère et le courage de ces deux femmes l'une, mère de cinq enfants, ayant subi les violences d'une guerre fratricide et la dureté de la condition de demandeuse d'asile, l'autre ayant rejoint un mari en Europe devenu finalement violent à son égard. L'une et l'autre ont bénéficié dans leurs parcours de l'aide d'acteurs et d'institutions. Elles ont également rencontré l'exclusion notamment au niveau d'un marché de l'emploi ne reconnaissant pas leurs compétences.



Joël Pattyn de la Plateforme des violences conjugales de Charleroi a permis de contextualiser ces témoignages en précisant que 40 % des demandes d'aide dues aux violences familiales sont le fait d'immigrées. Par ailleurs, il a noté que les phénomènes des violences familiales sont en évolution et se complexifient. Pour tendre vers une résolution cette problématique requière d'autres moyens comme de travailler en réseaux, développer des stratégies d'accompagnement, d'échanges des pratiques, de formation et d'évaluation, ainsi que la prévention à travers la sensibilisation.

Pour Dominique Janiak du Foyer familial de Charleroi (une maison d'accueil pour femmes), l'accueil des femmes immigrées victimes des violences constitue une part importante de ses tâches. Ainsi, 65 cas d'hébergement sur 230 par an concernent les femmes immigrées. Si la plupart des pensionnaires restent un mois afin que l'on trouve des solutions à leurs problèmes concrets, dans certains cas de femmes victimes de violences, l'accueil est beaucoup plus court, surtout s'il s'agit de personnes sans papiers. Durant ce laps, la structure offre un lieu sûr où dormir, manger, jouer d'une vie collective, d'une aide individuelle, etc.

Si la violence conjugale ne connaît pas de culture, les problèmes des personnes d'origine étrangère apparaissent comme plus aigus en raison de divers facteurs, notamment communicationnels et matériels. Le défi est comment accueillir au mieux les femmes différentes origines.

L'exposé d'Altay Manço de l'IRFAM, a permis de situer le parcours des femmes et des hommes qualifiés issus de l'immigration subsaharienne en Belgique. On a constaté que cette migration aspire à un emploi et aussi à aider sa communauté d'origine en Afrique. L'idée du projet de la valorisation des compétences des migrants (VITAR) est précisément de mobiliser de nouvelles niches pour ces personnes dans le champ de la coopération au développement. L'exposé montre que les participants y parviennent dans une certaine mesure et l'application des femmes est grande dans ce type d'initiatives.

Jamila Moussaoui, psychothérapeute à Charleroi, intervenue dans la seconde partie de la journée a montré que le rôle des hommes immigrés est lié à celui des femmes. Si ces dernières « s'occidentalisent », les époux perdent ou pensent perdre leur influence sur la gestion du ménage et l'agir de leur épouse. Ainsi, la psychologue constate des cas de dépression parmi les hommes déboussolés dans leur « Nouveau Monde », Or, ceux-ci ne partageant pas les uns les

autres leurs problèmes, comme le font les femmes. L'idée de ces échanges est à la base des pratiques de groupe de parole que l'intervenante développe avec succès dans les centres d'accueil de demandeurs d'asile.

Les propos de la psychologue font écho au niveau des participants. On souligne que les initiatives en faveur de la socialisation des femmes migrantes éveillent la suspicion des époux et que les hommes européens, notamment en milieu rural, veulent de la soumission de la part des femmes venues les rejoindre dans leur foyer. Cela n'est pas le cas. Les initiatives pour les femmes doivent donc être doublées par des initiatives pour les hommes, sinon elles risquent d'augmenter le fossé.

Enfin, la journée est clôturée par les interventions de Messieurs Eyenga (Conseiller communal de Charleroi), Kayamihanda (FORA) et Hitimana (Afribel) qui sont revenus sur les divers enseignements de la journée et en ont résumé les principales recommandations.



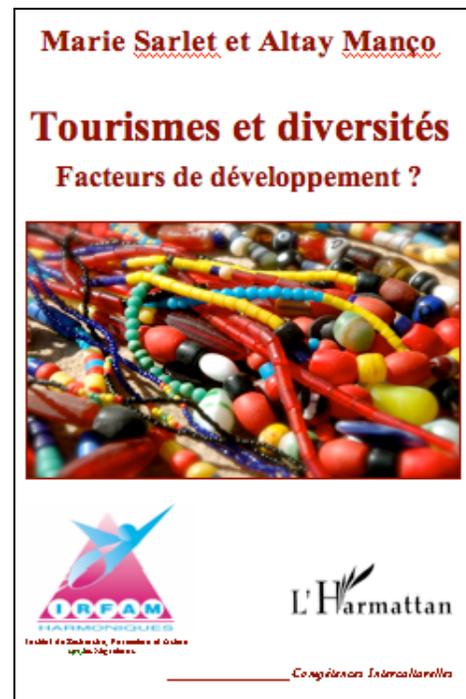
Publications de l'IRFAM

Tourismes et diversités. Facteurs de développement ?

Un ouvrage collectif sous la direction de Marie Sarlet et d'Altay Manço (2008),
publié dans la collection « Compétences Interculturelles » des éditions de l'Harmattan (Paris)

Présentation

L'enjeu est de sonder les relations entre le tourisme – sous ses nombreux aspects – la valorisation de la diversité et le développement : envisager l'industrie du tourisme en tant que terrain possible pour un développement partagé entre diverses régions du globe et une opportunité d'insertion professionnelle, notamment, pour la population immigrée en Europe. A quelles conditions, par quelles pratiques ? La première partie du livre s'interroge ainsi sur le « tourisme alternatif » comme espace de valorisation des compétences interculturelles des migrants. La deuxième partie est consacrée à la présentation d'une entreprise de tourisme solidaire et interculturel développant ses activités en Belgique, en Grèce et dans divers pays de l'Afrique. Un copieux chapitre s'enchaîne, ensuite, sur les relations touristiques entre Turquie et Europe : la consommation touristique des communautés immigrées dans leur pays d'origine, l'installation de pensionnés européens dans les villégiatures turques, le fonctionnement des agences immobilières turques de Bruxelles et de Turquie, enfin, le cas des travailleurs migrants dans le secteur du tourisme turc. La dernière partie de l'ouvrage présente une réflexion en contrepoint sur le triangle enchanteur « tourisme–diversités–développement interculturel » ...



Présentation du Collectif « HARMONIQUES »

HARMONIQUES est un collectif d'organismes et d'acteurs pour favoriser les relations interculturelles, sereines et négociées ...

Le collectif HARMONIQUES, basé en Belgique francophone, réunit actuellement :

- **L'Institut de Recherche, Formation et Action sur les Migrations (IRFAM)** qui vise, par une approche multidisciplinaire, à construire des liens entre la recherche et l'action dans le domaine la gestion des diversités.
- **TRANSFAIRES**, un organisme qui œuvre dans le domaine de la solidarité internationale et qui encourage la participation des migrants au processus de co-développement.
- **GODODO**, une association qui a pour but de promouvoir le tourisme solidaire et interculturel en Europe et dans les pays émergents.

L'objectif principal du Collectif HARMONIQUES est de permettre aux citoyens de s'investir activement dans des projets solidaires visant à s'enrichir aux contacts de l'Autre. Appelé à s'élargir et à se diversifier dans les années à venir, notamment dans le domaine artistique et sanitaire, le collectif est ouvert aux propositions de coopérations internationales.

Contacts :

www.irfam.org - www.transfares.net

